

## **Conclusion générale**

## Conclusion générale

PAR COLIN GIRAUD

Du square animé des Batignolles à Paris aux immeubles rectilignes du boulevard des États-Unis à Lyon, des rives de l'Yonne coulant à Montereau aux maisons de Marolles, de la basilique d'Ainay aux spectaculaires « Orgues des Flandres » du quartier Riquet, l'enquête aura couvert une très grande variété d'espaces résidentiels, rencontré et interrogé de très nombreux « voisins ». Leurs réponses et leurs récits permettent de saisir des manières de vivre, de penser et d'interagir qui participent à faire et à définir ce qu'est le voisinage aujourd'hui en France. Au terme de plusieurs années de recherche, la richesse et la quantité des données produites fournissent une image très détaillée des relations de voisinage mais aussi de la façon dont l'espace local contribue à la production des liens sociaux et, par là, au processus d'intégration sociale. S'il est difficile de résumer ici l'ensemble des résultats, il est possible d'en rappeler cependant, en guise de conclusion, certaines tendances essentielles qui permettent de mieux comprendre la place du voisinage dans les sociétés contemporaines.

### I. Les relations de voisinage restent bien vivantes et multifformes

La recherche permet d'abord de contester l'idée d'une « crise » du voisinage tant les relations entre voisins apparaissent conséquentes et leur volume, stable. Le développement des mobilités et des outils de communication à distance a certes favorisé les relations à longue distance, mais l'échelle locale du lieu de résidence constitue toujours un cadre de construction de nombreux liens sociaux. Ainsi, **les Français continuent à voisiner** au sens où ils ont globalement toujours autant de relations avec les autres habitants de leur immeuble et/ou de leur quartier.

On voisine toujours et un peu plus loin

Dans l'ensemble, et quel que soit le contexte, ceux qui n'entretiennent aucune relation avec leurs voisins sont très minoritaires : seuls 6 % d'entre eux ne parlent jamais à aucun de leurs voisins, et cette proportion n'a pas augmenté par rapport aux enquêtes précédentes (Héran, 1987; Blanpain, Pan Ké Shon, 1998). De même, trois individus sur quatre ont reçu ou été invité par des voisins dans la dernière année, tandis que 65 % ont reçu ou rendu un service à un voisin sur cette même période. Ces proportions ont même légèrement augmenté par rapport aux années 1980 et à l'enquête Contacts. Cette pratique accompagne aussi des représentations très majoritairement positives du voisinage. Plus de 70 % des habitants considèrent les relations de voisinage comme quelque chose d'important et plus de 80 % jugent les leurs bonnes ou très bonnes. Ces proportions varient d'un quartier à l'autre mais restent globalement la marque de sentiments positifs à l'égard de ses propres relations comme à l'égard de l'idée même de voisinage. Dans le contexte français, **l'accroissement des mobilités et des moyens de communication à distance n'a donc pas fait disparaître le voisinage** comme support de liens concrets et d'attaches plus subjectives. Saisies dans des contextes très diversifiés et plus ou moins denses, ces relations se déploient dans des géométries variables. Mais le périmètre du voisinage s'est globalement élargi depuis les années 1980, notamment à Paris : on y considère comme « voisins » aujourd'hui, davantage que par le passé, les habitants du quartier et plus seulement de son immeuble. L'attention portée aux échelles spatiales du voisinage permet d'ailleurs de distinguer, dans l'enquête, un voisinage proche (l'immeuble ou les maisons alentour) dans lequel les relations et les échanges de services sont plus fréquents et un voisinage plus élargi, à l'échelle du quartier, où prime des liens plus

affectifs et plus approfondis. Les deux types de relations peuvent ainsi coexister à travers des investissements et des significations différenciés.

Les formes plurielles du voisinage : discuter, s'inviter, s'entraider mais aussi se nuire...

Surtout la recherche éclaire le contenu et la forme des relations, la coprésence physique dans un espace résidentiel pouvant donner lieu à une gamme très variée de liens.

De ce point de vue, **les conversations sont un aspect essentiel des relations de voisinage** : si elles peuvent sembler peu engageantes a priori, elles concernent cependant 94 % des individus, déclarant parler à leurs voisins d'immeuble ou de quartier. « Le temps qu'il fait, la météo ou de petits riens » occupent une partie des échanges, mais on discute aussi de bien d'autres choses entre voisins. Plus de 80 % des individus parlent ainsi de sujets liés à leur vie privée (comme leur travail, leurs loisirs, leurs enfants ou petits-enfants) et une proportion similaire discute régulièrement du quartier ou du voisinage lui-même. Dans la cage d'escalier, à l'entrée de l'immeuble ou du lotissement, sur le trottoir ou sur un parking, ces conversations dépassent alors souvent le cadre formel des politesses et civilités de l'interaction pour engager la vie privée, le travail ou les goûts de chacun.

**Les invitations et échanges de service** constituent également une autre modalité importante des relations. Ces pratiques **se maintiennent aujourd'hui à un niveau élevé**, notamment pour les voisins les plus proches, dans l'immeuble ou les maisons alentour. De fait, les trois quarts des enquêtés sont entrés chez / ont déjà reçu un voisin d'immeuble ou de quartier dans la dernière année, et près de 65 % ont reçu ou rendu un service à un voisin d'immeuble ou de quartier sur cette période. Les visites entre voisins sont très souvent réciproques et leurs raisons d'abord affinitaires puisqu'il s'agit surtout de discuter, prendre un café, un apéritif ou un repas ensemble, plus rarement de régler un incident, une nuisance ou un conflit. Les services rendus entre voisins proches sont également fréquents, en particulier au sein des immeubles. Ces services recouvrent surtout le prêt d'ingrédient, la réception des colis, l'arrosage des plantes et le fait de garder les clés. D'autres services sont rendus mais moins fréquemment et plutôt à l'échelle du quartier, comme l'aide au bricolage, dans des démarches ou des déplacements.

Si le voisinage constitue une ressource sociale, c'est parce qu'il est aussi **pourvoyeur d'informations et de contacts**. Dépassant le prêt de moutarde ou les conversations sur la météo, les liens de voisinage permettent d'obtenir ou de donner des informations parfois centrales. Près des trois quarts des individus échangent ainsi avec leurs voisins au sujet des commerces du quartier, des établissements scolaires, d'une opportunité d'emploi ou de contacts pour des services à domicile (garde d'enfant, ménage, etc.). La fonction de capital social du voisinage est notamment manifeste dans l'enquête : un quart des individus obtient ou donne des informations sur une opportunité d'emploi au sein de son voisinage, notamment dans les quartiers les plus populaires et parmi les employés des services directs aux particuliers.

La recherche éclaire, enfin, d'autres modalités du voisinage moins souvent abordées par la littérature sociologique.

D'abord, la recherche livre une image nuancée du voisinage au sens où l'engagement intense et le jugement très positif des habitants au sujet de leurs voisins n'effacent ni les désaccords, ni les tensions qui caractérisent aussi la proximité résidentielle. Au contraire, l'importance des échanges et des

discussions entre voisins va avec **un nombre également important de nuisances et de gênes entre habitants** d'un même immeuble ou d'un même quartier : 86 % des individus déclarent ainsi au moins une gêne dans leur voisinage, le bruit remportant largement la palme des griefs. Trois remarques importantes doivent être faites à ce sujet. D'abord, l'enquête éclaire toute la gamme des gênes et nuisances plus ou moins fortes entre voisins – et montre en même temps qu'elles n'aboutissent pas toutes à des conflits, ces derniers ne concernant qu'un habitant sur quatre. Ensuite, les jugements et conflits constituent aussi une forme de relation et font pleinement partie de la sociabilité de voisinage. De fait, les individus qui déclarent le plus de conflits sont aussi ceux qui participent le plus aux relations de voisinage. Enfin, dans les quartiers d'habitat social, il existe plusieurs outils de médiation et de gestions des troubles du voisinage que les bailleurs tentent de développer tout en constatant parfois la complexité des situations dans lesquelles émergent les tensions de voisinage (difficultés socio-économiques, problèmes psychologiques et de santé mentale, notamment).

Ensuite, le voisinage peut prendre également des formes plus réglées et instituées. Au-delà de discussions informelles, de visites et de demandes plus ou moins impromptues chez les uns et les autres, certaines modalités plus formelles existent même si elles semblent globalement peu prisées. Le développement relativement récent de **la fête des voisins** en fait partie : pour deux tiers des individus, une telle fête a lieu dans leur voisinage proche. Mais dans les contextes où elle a lieu, une grande majorité des habitants n'y participent pas, près de deux personnes sur trois n'y sont jamais allées. La formalisation de ce rituel du voisinage rencontre surtout des adeptes dans les quartiers centraux, parmi les cadres supérieurs et les propriétaires, c'est-à-dire ceux qui voisent déjà le plus. Au sein du parc de logements sociaux, les dispositifs mis en place par plusieurs bailleurs sociaux comportent également souvent un volet de convivialité et d'activation des liens sociaux à travers l'organisation de certains événements et le soutien aux initiatives associatives locales. Les études de cas de ces dispositifs montrent pour l'heure des effets variables selon les contextes.

Enfin, loin de s'opposer aux relations de proximité, le **développement des outils et techniques numériques de communication** semble avoir infusé dans les relations de voisinage : près de 60 % des individus déclarent utiliser ces outils (SMS/MMS, mails et réseaux numériques) pour communiquer avec leurs voisins d'immeuble et de quartier et 35 % le font souvent ou très souvent. Cette pratique est évidemment plus répandue chez ceux qui voisent le plus et ceux qui utilisent, indépendamment des liens de voisinage, le plus ces outils. Elle favorise donc les générations les plus jeunes et s'avère plus rare chez les personnes plus âgées, elle favorise également les catégories supérieures au détriment des catégories populaires.

## II. Le voisinage : une ressource inégalement investie et inégalement accessible

Le maintien et la variété des relations ne signifient pas pour autant l'uniformité des pratiques. Au contraire, la recherche montre clairement que tout le monde ne voisine pas de la même manière et que d'importantes inégalités parcourent les relations de voisinage. Elles renvoient à deux grands principes de différenciation : les populations concernées et les contextes résidentiels.

Qui voisine ? Une affaire de catégorie sociale, d'âge et d'ancienneté d'abord...

Du côté des populations, l'enquête montre que plusieurs variables déterminent la propension à investir et participer aux relations de voisinage.

Dans la littérature sociologique, plusieurs travaux ont souligné combien la sociabilité était une pratique inégalitaire favorisant les catégories sociales les plus dotées (Héran, 1988). Les relations de voisinage ne font pas exception et sont plus investies et plus intenses à mesure que l'on s'élève dans la stratification sociale et la hiérarchie socio-professionnelle. La fréquence des visites, des échanges de service et la variété des discussions entre voisins sont plus fortes chez les cadres supérieurs et les professions intermédiaires, plus faibles chez les employés et les ouvriers. De même, la probabilité d'être exclu de toute relation de voisinage est plus forte chez les milieux populaires, surtout chez les ouvriers, alors qu'elle est la plus faible chez les cadres supérieurs, en particulier à dominante culturelle. **La position dans la hiérarchie sociale, saisie par la PCS, les niveaux de revenu et de diplôme, reste ainsi le facteur le plus déterminant de la participation aux sociabilités de voisinage.** L'opposition entre les catégories moyennes et supérieures voisinant beaucoup et les catégories populaires voisinant moins est transversal aux différents contextes résidentiels et aux différentes modalités de ces liens (discussions, services, invitations). Deux résultats précisent encore les choses à ce sujet. D'une part, cette stratification sociale des pratiques de voisinage est relativement proche de celle qui concerne plus généralement les pratiques du quartier, notamment celles favorisant l'interconnaissance (activités et loisirs, participation associative). D'autre part, la recherche met en avant **certains groupes sociaux plus atypiques** au sens où, sur certaines dimensions des relations de voisinage, ils s'écartent des hiérarchies sociales habituelles. C'est notamment le cas des petits indépendants et surtout des employés de services directs aux particuliers dont les pratiques et relations de voisinage sont particulièrement fortes et fréquentes, probablement en raison du rôle de l'interconnaissance et de l'ancrage local dans leurs métiers et leurs relations avec clients et employeurs.

Mais les relations de voisinage se construisent aussi dans le temps et la durée. De ce point de vue, l'avancée en âge et l'ancrage dans un espace résidentiel éclairent les rapports de voisinage. **On voisine d'abord différemment au cours de sa vie.** Avant 30 ans, les relations sont modérées, surtout à l'échelle de l'immeuble, la sociabilité extra-locale étant plus affirmée. Entre 30 et 44 ans, le voisinage de quartier est plus intense, celui d'immeuble assez important aussi : c'est la période des liens de voisinage les plus importants, favorisés par des pratiques plus importantes du quartier, le fait d'avoir des enfants et d'être plus souvent en activité. Au-delà et particulièrement pour les personnes âgées, les relations s'intensifient dans le voisinage proche (immeuble, maisons alentour) tandis que les liens plus lointains (quartier, ville) déclinent. Pour les personnes âgées, surtout après 75 ans, les relations de voisinage sont à la fois plus centrées sur le logement – on reçoit plus qu'on ne se déplace – et plus décisives, elles y accordent une importance bien plus forte que les populations plus jeunes. La recherche confirme ainsi qu'avec l'avancée en âge et la maturité, l'espace des liens sociaux se concentre sur le logement et ses alentours, ces liens devenant d'autant plus importants que d'autres ont perdu de leur force (voir également Druhle et *al.*, 2007). Si l'âge constitue un facteur déterminant des liens et de leur intensité, **l'ancienneté dans le logement et dans le quartier** – en partie liée, elle-même, à l'âge – influence aussi fortement les pratiques de voisinage. L'intégration à des réseaux de relations, la facilité à citer des contacts et des personnes que l'on connaît dans le quartier sont nettement plus forts chez les plus anciens habitants. L'ancienneté favorise aussi des formes de notoriété (on est connu et cité par de nombreuses personnes), une plus grande interconnaissance locale et des pratiques plus intenses (invitations, services, échanges d'informations). De ce point de vue, **le statut d'occupation** apparaît souvent lui aussi déterminant tout en étant lié à l'âge et à l'ancienneté : on voisine souvent davantage lorsqu'on est propriétaire que lorsqu'on est locataire du

parc privé ou du parc social, en particulier à l'échelle de l'immeuble et des maisons alentours (Grafmeyer, 1995). La construction des relations de voisinage peut prendre du temps et les habitants les plus récemment installés y participent moins que les autres, plus établis (Elias, Scotson, 1997). Notons que d'autres effets cependant moins prononcés sont également visibles dans l'enquête, en particulier celui du type de ménage dans lequel on vit. Ainsi, le fait d'avoir des enfants mais aussi de vivre en couple augmentent le volume des relations et les pratiques avec ses voisins, en particulier au-delà du voisinage immédiat, tandis que les personnes seules semblent moins impliquées dans ce type de relations.

Si les relations de voisinage n'ont pas disparu, elles constituent cependant une ressource inégalement distribuée. Elles sont particulièrement investies par les catégories moyennes et supérieures, les plus hauts revenus, ainsi que les trentenaires et quarantenaires, les propriétaires, les ménages les plus anciennement installés et comportant un couple et/ou des enfants. Mais cette ressource n'est pas non plus distribuée de la même manière dans l'espace et selon les contextes résidentiels.

Des contextes résidentiels plus ou moins favorables au voisinage : où voisine-t-on ?

La diversité des terrains d'enquête constitue un apport original de l'enquête. Elle permet de souligner que si tout le monde ne voisine pas autant ni de la même manière, c'est aussi en raison du contexte dans lequel on habite et de ses caractéristiques. De ce point de vue, plusieurs résultats apparaissent et permettent de distinguer des profils de quartier selon l'intensité, la forme et les modalités du voisinage.

L'intensité des relations de voisinage est plus forte dans **les quartiers centraux, bourgeois et gentrifiés, et dans les communes rurales**. Les quartiers gentrifiés sont clairement ceux qui voisinent le plus et sur « tous les fronts » : celui de l'immeuble comme celui du quartier, celui des invitations comme celui des échanges de services et des discussions (voir également Authier, Bidou, 2008 ; Collet, 2015). Les quartiers bourgeois sont relativement proches, même si l'échelle du quartier et les échanges de service apparaissent moins investis. De façon conjointe, ces quartiers sont aussi ceux dans lesquels les conflits de voisinage sont les plus présents. Dans les contextes ruraux, les relations de voisinage sont très fréquentes mais elles se déploient surtout à l'échelle proche des maisons alentours, nettement moins à celle de la commune. L'enquête montre d'ailleurs que l'investissement dans les relations de voisinage accompagne, dans ces trois contextes, des rapports particulièrement positifs et enthousiastes à l'égard de son lieu de résidence marqués par des attaches relationnelles et affectives plus fortes qu'ailleurs.

À l'inverse, d'autres contextes sont marqués par des pratiques et des relations de voisinage beaucoup moins investies. Ceux dans lesquels on voisine le moins sont **les quartiers de grands ensembles et les petites villes périurbaines**, pour tous les types de relations, hormis les visites à l'échelle du voisinage proche pour lesquelles les petites villes périurbaines sont un peu plus favorables. Les petites villes périurbaines apparaissent assez nettement comme des contextes dans lesquels le voisinage est un peu investi, essentiellement associé à des échanges de services utiles, beaucoup moins à une sociabilité de convivialité. Dans **les grands ensembles en rénovation urbaine**, le volume des liens est le plus faible de l'enquête et la part des individus ne participant pas aux relations est la plus forte, en particulier à Armstrong. Cette faiblesse globale justifie les nombreux dispositifs mis en place par les bailleurs sociaux pour favoriser les liens sociaux et prévenir les conflits et troubles du voisinage. Mais ces dispositifs représentent un coût non négligeable et se confrontent à plusieurs difficultés pour les

bailleurs. En particulier, le périmètre de leur mission est très variable et sa légitimité auprès des acteurs, parfois difficile à faire comprendre. Leur travail rencontre également des problématiques qui dépassent largement le cadre du voisinage (sécurité, santé mentale). De plus, la faiblesse du volume des relations ne doit pas masquer l'importance de certains liens, peu nombreux mais plus décisifs encore que dans d'autres contextes, notamment des liens familiaux et des contacts liés à la recherche d'emploi, à l'échelle du quartier (voir aussi Fol, 2010 ; Gilbert, 2014).

Les autres contextes se situent dans des positions intermédiaires et plus nuancées. L'intensité des échanges, la fréquence et le nombre des relations entre voisins y sont moyennes, les modalités et types de relations, plus éclairants. À propos des **quartiers de mixité sociale programmée**, on peut parler d'un voisinage plus pragmatique que convivial et électif, fondé avant tout sur les services rendus, et d'abord situé dans l'immeuble. Ce sont des quartiers où les conversations et les visites à l'échelle du quartier sont faibles, en particulier pour le quartier du Port. Les **quartiers populaires de centre-ville** présentent des configurations particulièrement hétérogènes : le quartier lyonnais de Grange Rouge se rapprochant du profil des quartiers de grands ensembles tandis que celui de Riquet est marqué par une sociabilité plus intense qui concerne surtout les propriétaires et les habitants les mieux dotés. On voit bien ici comment les configurations locales influencent également la forme, le contenu et l'extension des relations de voisinage, et pas seulement leur volume.

La recherche montre aussi d'autres variations à d'autres échelles spatiales, plus large et plus restreinte. On constate ainsi un effet Paris/Lyon sur certaines dimensions du voisinage : on est ainsi plus souvent gêné et on évite plus souvent ses voisins à Paris qu'à Lyon, quel que soit le type de quartier. L'intensité des pratiques de voisinage montre des effets croisés. Dans les contextes très populaires (grands ensembles, centre-ville populaire), on voisine en général plus à Paris qu'à Lyon, tandis que dans les contextes plus favorisés (gentrifiés, bourgeois), Lyon voisine beaucoup plus que Paris. **En même temps, des variations locales plus fines encore existent**, en particulier au sein des quartiers métropolitains. Par exemple, la religion joue un rôle important dans les sociabilités locales à Ainay, beaucoup moins à Auteuil, la fréquence des invitations et la variété des discussions est plus forte à la Croix-Rousse qu'aux Batignolles, les services rendus et les discussions entre voisins d'immeuble sont plus nombreuses dans le quartier des Navigateurs que dans celui d'Armstrong. L'effet des configurations locales peut être lui-même le produit des caractéristiques de son peuplement et des effets de population précédemment évoqués, mais il subsiste souvent une fois ceux-ci contrôlés. Des effets de lieux spécifiques peuvent ainsi favoriser ou non les relations de voisinage qu'ils renvoient à l'histoire d'un quartier, sa configuration spatiale et sa morphologie ou certaines normes locales spécifiques (voir aussi Tissot, 2011; Giraud, 2014).

### III. Que permet le voisinage ?

Loin d'être une pratique anodine, la création et l'entretien de liens de voisinage a potentiellement des effets sociaux en fonction du profil des personnes mises en relation et des autres formes de liens sociaux. La première dimension pose en fait la question de l'homogénéité ou de la diversité sociale des réseaux de relation, notamment au sein d'un même espace. La seconde renvoie plus largement à la place de l'espace résidentiel dans les pratiques et la sociabilité des individus. Ces deux questionnements relativement récurrents en sociologie trouvent également des réponses éclairantes dans la recherche.

Qui se ressemble, voisine plutôt ensemble

Si tout le monde ne voisine pas de la même manière, tout le monde ne voisine pas non plus avec n'importe qui au sein d'un même espace. Ici l'étude des réseaux de voisinage permet d'en étudier le caractère plus ou moins homogène socialement ou, inversement, les aspects plus mixtes et hétérogames. Or, comme de nombreuses relations de sociabilité et d'une façon relativement stable dans le temps, **les liens de voisinage apparaissent très majoritairement homophiles** dans notre enquête. Au sein d'un même quartier, les relations de voisinage se nouent d'autant plus facilement et fréquemment qu'elles concernent des individus qui se ressemblent. Mais cette ressemblance concerne **en premier lieu le statut d'occupation, suivi par trois aspects d'importance décroissante : le sexe, le pays de naissance et la catégorie socioprofessionnelle**. L'entre-soi qui se construit par les relations de voisinage prend donc une forme plus surprenante que celles souvent décrites ou supposées par les médias et le sens commun. On voisine ainsi d'abord et très majoritairement entre propriétaires d'un côté et entre locataires du parc social de l'autre, les liens entre ces deux groupes étant bien moins probables. Dans trois cas sur quatre, on voisine aussi entre personnes de même sexe tandis qu'avoir un pays de naissance en commun constitue le troisième facteur d'homophilie entre voisins. L'homophilie socioprofessionnelle entre voisins existe bel et bien mais apparaît finalement plus modérée et moins forte que dans d'autres types de relations sociales, notamment familiales et amicales (Héran, 1988 ; Bidart, 1997).

Ces résultats varient cependant aussi selon **les contextes résidentiels**. L'homophilie des relations en fonction des statuts d'occupation atteint ainsi son maximum dans les quartiers de grands ensembles et à Riquet, elle est plus faible dans les quartiers bourgeois et à la Croix-Rousse. La prépondérance du voisinage sexué est très forte dans les quartiers de grands ensembles tandis qu'elle est plus faible dans les quartiers gentrifiés. L'homophilie des liens entre voisins d'une même catégorie socio-professionnelle est plus forte dans les grands ensembles et à Grange Rouge, plus faible à la Croix-Rousse et dans les communes rurales périurbaines. Elle résulte en partie du peuplement et donc des liens possibles en fonction des populations présentes à proximité, mais aussi de choix plus affinitaires. La recherche montre que ces derniers sont plus forts dans les quartiers de mixité sociale programmée. Ce n'est donc pas le moindre des résultats de l'enquête que de montrer que c'est dans les quartiers où les politiques publiques ont contribué à instituer une mixité sociale de fait que les relations de voisinage se tissent le plus entre voisins... socialement proches. Un peuplement mixte n'engendre pas forcément un voisinage mélangé, c'est même, ici encore, plutôt le contraire (Chamboredon et Lemaire, 1970 ; Simon, 1995 ; Cayouette-Remblière, 2020). Voisiner avec tel ou tel type de personnes n'a donc rien de hasardeux et **les probabilités de créer des liens avec certains groupes ou certaines populations dépendent à la fois de ses propres propriétés sociales et de l'endroit dans lequel on vit**. L'enquête confirme alors combien le voisinage est une dimension inégalitaire de la vie sociale. La probabilité d'avoir un cadre supérieur parmi ses contacts est plus forte pour certains (les plus diplômés, les propriétaires, les cadres supérieurs eux-mêmes, les couples sans enfants ou les personnes nés en France) et dans certains quartiers (Ainay, Batignolles, Riquet et la ZAC du Bon Lait). Autre exemple, la probabilité d'avoir une personne immigrée dans son réseau de relations est également inégale selon les groupes et les espaces. Elle est plus forte pour les locataires du parc social, les immigrés eux-mêmes et les plus jeunes. Elle est également plus forte dans certains quartiers (Armstrong, Navigateurs, quartier du Port, Batignolles et Ainay), et bien moins probable dans d'autres (espaces périurbains et Croix-Rousse). L'ensemble de ces résultats tend donc plutôt à montrer que les liens de voisinage contribuent peu à diversifier les contacts sociaux des individus puisqu'ils se



construisent majoritairement entre des personnes qui se ressemblent socialement. Ces effets d'homophilie, déjà bien connus dans les études sur la sociabilité ou la formation des couples, sont cependant aussi affectés par des effets de lieu et plus ou moins intenses en fonction des contextes et des normes de voisinage associées (voir aussi Tissot, 2011).

Voisinage et quartier : des voies d'intégration sociale inégalitaires

Si les relations de voisinage constituent le cœur de l'enquête, nous les avons aussi mises en perspective et resituées à trois niveaux pour mieux comprendre leurs effets : à l'échelle du quartier lui-même, au croisement du quartier et des autres espaces de vie, au regard de l'ensemble des liens sociaux, eux-mêmes levier de l'intégration sociale, pour finir.

D'abord, nous avons associé les liens de voisinage aux pratiques du quartier et de l'espace résidentiel pour appréhender de façon plus large l'idée d'une intégration locale. Or, ces deux composantes s'avèrent très largement corrélées et cumulatives : **les habitants les plus engagés dans les sociabilités de voisinage sont aussi ceux qui y ont le plus d'activités**. Dès lors, l'intégration locale redouble largement les résultats observés concernant les pratiques de voisinage : elle est la plus forte pour les cadres supérieurs, les hauts revenus, ainsi que pour les petits indépendants. Elle varie également selon les contextes résidentiels et s'avère maximale à la Croix-Rousse, et très forte aux Batignolles, à Ainay et Riquet, faible dans les petites villes périurbaines et les grands ensembles. On se trouve donc ici en présence des groupes sociaux les plus intégrés à leur lieu de résidence et des lieux de résidence qui, indépendamment de la position sociale, intègrent beaucoup plus que les autres, en particulier dans les quartiers centraux (Authier, 2008). La focalisation sur l'espace local et les liens qu'il fournit ne doit cependant pas masquer ce qui se passe et se construit ailleurs, du point de vue des pratiques et des activités comme du point de vue des sociabilités. D'ailleurs, les groupes les plus intégrés localement s'avèrent bien souvent être aussi ceux qui multiplient les déplacements, les relations et les pratiques en dehors du quartier. Les quartiers et les groupes au sein desquels on vit le plus sont par exemple aussi ceux parmi lesquels on part le plus souvent en vacances et en week-ends.

C'est pourquoi notre enquête a étudié les dimensions extra-locales de la vie des individus en cherchant à comprendre comment s'articulent ces deux composantes : l'intégration locale et l'intégration extra-locale. Pour la grande majorité des individus, ces deux formes d'intégration apparaissent, le plus souvent, en continuité et se redoublent. **Ceux et celles qui sont les plus intégrés localement sont aussi les plus intégrés en dehors** et, dans ce cas, c'est la figure du cumul qui décrit le mieux ces positions. Elle concerne les catégories sociales les plus dotées (revenus, diplômes), les 30-44 ans, les couples avec enfants, les propriétaires et correspond aussi aux habitants des quartiers gentrifiés, des quartiers bourgeois et du quartier parisien de Riquet. De même, et **inversement, le cumul d'intégrations faibles** caractérise la situation des moins dotés, des personnes âgées, des personnes seules, ainsi que des locataires du parc social et des habitants des quartiers de grands ensembles et des petites villes périurbaines. Pour d'autres, en revanche, ce qui se passe à l'échelle locale et en dehors peut différer. D'un côté, les activités et les liens construits dans l'espace local peuvent compenser une intégration extra-locale plus faible. C'est le cas des femmes et des familles monoparentales, des habitants des communes rurales périurbaines et de deux groupes socio-professionnels : les petits indépendants et les employés de service aux particuliers. De façon symétrique, certains groupes apparaissent bien plus intégrés en dehors du quartier qu'en son sein, leur sociabilité et leurs pratiques se déploient surtout en dehors du lieu où ils vivent. C'est le cas des plus jeunes (18-29 ans), des couples sans enfants et des

locataires du privé, des habitants plus récemment installés et de ceux vivant dans les quartiers de mixité sociale programmée. Non seulement l'intégration par le quartier ne préjuge pas d'une faible intégration en dehors, mais elles sont plutôt majoritairement conjointes, les logiques de compensation étant plus rares et généralement moins fortes que celles de cumul.

Enfin, les liens de voisinage peuvent être situés dans l'ensemble des liens sociaux, eux-mêmes constitutifs de l'intégration sociale dans la tradition durkheimienne. C'était probablement l'objectif le plus ambitieux de la recherche : caractériser la place du voisinage dans l'ensemble des liens sociaux et saisir, ainsi, la dimension spatiale et résidentielle de l'intégration sociale. À la suite des travaux de Serge Paugam, nous avons défini et quantifié l'intégration sociale par l'association de quatre types de liens de filiation, organiques, électifs et de citoyenneté (Paugam, 2014). Celle-ci est évidemment inégale en fonction des groupes sociaux, mais aussi des contextes résidentiels. Surtout, elle apparaît fortement corrélée aux deux autres types d'intégration, locale et extra-locale, si bien **qu'une intégration plus ou moins forte par le quartier apparaît le plus souvent associée à une intégration sociale de même intensité**. Là encore le cumul est la règle et il favorise surtout les quartiers bourgeois et gentrifiés, et dans une moindre mesure les communes rurales périurbaines, tandis qu'il désavantage les quartiers populaires, en particulier les grands ensembles et Grange Rouge. Soulignons cependant que **les liens filiaux opèrent différemment de tous les autres liens sociaux** : ils sont plus forts dans les quartiers populaires, dans les grands ensembles et parmi les catégories populaires, plus faibles dans les quartiers très intégrateurs et parmi les catégories sociales plus favorisées. Le registre familial joue ainsi dans le sens inverse des autres composantes de l'intégration sociale, en particulier de ses composantes spatiales.

#### IV. Prolongements

Plusieurs pistes de recherche peuvent apparaître comme des ouvertures possibles à d'autres opérations de recherche ou au dialogue et à la discussion avec des travaux conduits par d'autres équipes et d'autres chercheurs. Les deux pistes évoquées sont loin d'être exhaustives.

##### Voisiner ailleurs, enquêter ailleurs

Une première ouverture concerne les contextes résidentiels et les terrains choisis pour l'enquête. La diversité et la variété des sites constituait un point fort du dispositif parce que nous faisons l'hypothèse que le contexte résidentiel était un principe de variation décisif de l'intensité et de la structuration des relations de voisinage. L'analyse confirme largement cette hypothèse et montre tout l'intérêt de cette déclinaison socio-spatiale des terrains d'enquête. Dans le prolongement de cette démarche, on peut cependant aisément imaginer **d'autres contextes à explorer**. En choisissant les aires urbaines de Paris et Lyon, la recherche s'est concentrée sur les deux plus grandes métropoles françaises. Cela a des effets en termes de densité et de bâti mais aussi à d'autres niveaux : composition sociale et types de trajectoires socio-résidentielles, mobilités et déplacements quotidiens, offre locale de services et d'équipements. D'autres contextes urbains moins denses et de taille plus modeste offriraient des probablement des configurations différentes. On peut penser à des métropoles régionales et surtout à **des villes moyennes** dans lesquelles les rapports entre logement, quartier, ville et agglomération s'articulent différemment (Guéaut, 2017). Dans de tels contextes où le marché immobilier fonctionne très différemment et le gradient des positions socio-résidentielles peut être moins fortement hiérarchisé, il est très probable que les relations de voisinage se construisent

autrement et s'inscrivent dans des réseaux et des lieux très différents (Bozon, 1984). De même, si l'enquête a pris ses distances avec les métropoles et la ville-centre en étudiant quatre contextes moins denses dans des petites villes rurales et périurbaines, celles-ci ne recouvrent pas toute **la diversité des espaces périurbains** et encore moins des espaces ruraux (Laferté, 2014; Bacqué et al, 2016). Montereau et La Tour du Pin constituent une forme spécifique du périurbain et l'on peut facilement imaginer des comparaisons faisant varier le profil social des populations, la plus ou moins grande distance à des métropoles régionales ou nationales, ainsi que le type de bâti. Par ailleurs, le statut et l'attrait des petites villes périurbaines sont variables et peuvent, eux aussi, connaître des changements importants. La Tour-du-Pin a été récemment sélectionné pour intégrer le dispositif étatique des « Petites villes de demain ». Ce label traduit autant qu'il vise à accompagner ces mutations hors des grandes villes en promouvant une amélioration des services et des équipements ainsi qu'une diversification des activités et du peuplement dans des petites villes périurbaines et rurales souvent peu attractives. Alors que le télétravail a connu une rapide accélération en France et que les métropoles ont vu leur attractivité questionnée par la crise sanitaire du Covid-19, certaines de ces petites villes peuvent apparaître aujourd'hui comme des lieux de résidence plus attractifs et désirables que par le passé. Il serait alors intéressant d'observer comment de telles dynamiques affectent ou non les conditions du voisinage et font davantage varier les relations de sociabilité dans les espaces périurbains. Par ailleurs, La Bâtie et Marolles constituent des communes certes situées dans des espaces à dominante rurale mais au sein du périurbain. Or, plusieurs travaux ont souligné la **très grande diversité des mondes ruraux** du point de vue socio-économique, démographique et sociologique (Laferté, 2014 ; Bruneau et al, 2018). Les campagnes ouvrières en déclin du Nord et de l'Est de la France offrent un visage et un contexte d'intégration sociale locale très différent d'espaces ruraux « renaissants » et plus dynamiques du point de vue démographique, en particulier dans le sud de la France (Sencébé, 2004 ; Coquard, 2019). Les hameaux et villages ruraux de tradition agricole maintenue diffèrent aussi des espaces ruraux à forte activité touristique. De même, l'enclavement et/ou l'accessibilité des contextes ruraux sont très variables et cette composante peut s'avérer cruciale dans la construction et l'entretien de liens de sociabilité. De très nombreuses questions posées dans cette recherche et de nombreux résultats observés à Marolles et à La Bâtie mériteraient d'être examinés à l'aune de cette diversité des mondes ruraux aujourd'hui. Comment la désindustrialisation des campagnes ouvrières a-t-elle modifié les solidarités anciennes du bourg ou du village ? À l'inverse, dans d'autres cas, comment l'arrivée massive de néo-ruraux s'inscrit-elle dans les réseaux de relations plus anciens ? Quelles relations peuvent se construire dans des espaces de très faible densité, des espaces de montagne, des contextes plus enclavés ? Quelle est la place des moyens de communication numérique dans ce cas ? Autant de questions qui mériteraient de diversifier plus encore les configurations résidentielles et les contextes géographiques pris en compte.

Le voisinage, une ressource face à la crise sanitaire et sociale ?

Des facteurs tels que l'avancée en âge et l'ancienneté de résidence, de même que les différences entre des quartiers anciens centraux et des contextes résidentiels plus récents comme les quartiers de mixité sociale programmée, soulignent combien les dynamiques du voisinage s'inscrivent dans des configurations spatiales mais aussi des histoires et des temporalités plus ou moins longues. La dimension temporelle intervient ainsi à plusieurs échelles dans la construction sociale des relations de voisinage : le temps plus ou moins long des dynamiques urbaines, l'histoire des quartiers, des immeubles et du bâti, le temps des trajectoires socio-biographiques et résidentielles des ménages, le temps et l'histoire des relations elles-mêmes (Le Roux et al., 2020). Dans ces histoires et ces

dynamiques, certains événements peuvent constituer des moments singuliers : l'arrivée ou le départ de certains habitants dans un immeuble ou un lotissement, les programmes de rénovation urbaine dans certains quartiers populaires, la création d'un jardin partagé ou l'instauration d'une fête des voisins. De ce point de vue, d'autres événements, plus structurants encore, peuvent aujourd'hui, en situation de pandémie, affecter les relations de voisinage, en particulier les différentes mesures politiques en vigueur depuis plus d'un an : **confinement, couvre-feu et gestes barrières**. Comment cette crise multiforme affecte-t-elle les rapports de voisinage ?

L'irruption des gestes barrières et l'injonction à la réduction des contacts sociaux a-t-elle réduit les invitations entre voisins ou, au contraire, les a-t-elle favorisées par substitution à des liens de plus grande distance ? De même l'expérience du confinement a pu s'avérer particulièrement éprouvante et difficile pour certains (solos et personnes isolées, personnes âgées, familles nombreuses et catégories modestes) comme l'ont montré de premières enquêtes ces derniers mois (Albouy, Legleye, 2020). Dans quelle mesure a-t-elle nourri des solidarités et de l'entraide à l'échelle de l'immeuble, des maisons alentours et du quartier ? Comment de tels liens de solidarité se sont-ils manifestés dans les métropoles, les petites villes du périurbain ou dans l'espace rural ? Cette expérience sociale inédite a-t-elle inauguré de nouvelles relations ? Ces liens s'inscrivent-ils dans la durée ou ne sont-ils que passagers ? Par ailleurs, tandis que certains ont quitté leur logement pour se confiner ailleurs, d'autres n'ont jamais passé autant de temps à leur domicile, en pratiquant notamment le télétravail. De tels changements dans la présence chez soi ont probablement eu des effets sur la sociabilité résidentielle, sur ce qu'elle offre mais aussi sur ce à quoi elle expose. Les conflits et tensions ont-ils augmenté dans l'habitat collectif et les espaces les plus denses ? Les nuisances parfois tolérées en « temps normal » ont-elles généré davantage de conversations, de conflits et de négociations entre voisins ? Dans un contexte où la réduction de la sociabilité devient un mot d'ordre sanitaire et politique mais où, simultanément, les individus sont beaucoup plus présents à leur domicile et dans ses alentours, comment le voisinage est-il mis à l'épreuve par la crise du covid-19 ? Si des résultats apparaissent déjà à l'issue de premières enquêtes conduites sur l'expérience du confinement du printemps 2020 (Lambert et al, 2020 ; Lambert et Cayouette, 2021 ; Mariot, Mercklé et Perdoncin, 2021), nul doute que des recherches et des résultats plus complets, avec davantage de recul temporel, permettraient de saisir l'effet d'un événement aussi exceptionnel sur les liens de sociabilité résidentielle.

## Références citées

ALBOUY V., LEGLEYE S., 2020, « Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle », *Insee Focus*, 197.

AUTHIER, J.-Y. (dir.), 2001, *Du domicile à la ville : Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos.

AUTHIER J.-Y., BIDOU-ZACHARIASEN C., 2008, « La question de la gentrification urbaine », *Espaces et sociétés*, n° 132-133, 1, p. 13-21.

AUTHIER J.-Y. 2008, « Les citadins et leur quartier : enquêtes auprès d'habitants de quartiers anciens centraux en France », *L'Année sociologique*, 58, 1, p. 21-46.

BACQUÉ M.-H., CHARMES É., LAUNAY L., VERMEERSCH S., 2016, « Des territoires entre ascension et déclin : trajectoires sociales dans la mosaïque périurbaine », *Revue française de sociologie*, 57, 4, p. 681-710.

BIDART C., 1997, *L'amitié, un lien social*, Paris, La Découverte, 272 p.

- BLANPAIN N., PAN KÉ SHON J.-L., 1998, « 1983 -1997 : les Français se parlent de moins en moins », *Insee Première*, 571.
- BOZON M., 1984, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province : la mise en scène des différences*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- BRUNEAU I., LAFERTÉ G., MISCHI J., RENAHY N., *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, Éditions EHESS, 2018.
- CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., 2020, « Les rapports sociaux dans les quartiers de mixité sociale programmée », *Sociologie*, 11, 1, p. 1-22.
- CHAMBOREDON J.-C., LEMAIRE M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 11, 1, p. 3-33.
- CHARMES É., 2005, « Entre ouverture et fermeture : les rapports à autrui dans les tissus périurbains », dans HAUMONT B., MOREL A. (dirs.), *La société des voisins. Partager un habitat collectif*, Paris, Maison des sciences de l'homme, p. 109-121.
- COLLET A., 2015, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 288 p.
- COQUARD B., 2019, *Ceux qui restent*, Paris, La Découverte, 216 p.
- DRULHE M., CLÉMENT S., MANTOVANI J., MEMBRADO M., 2007, « L'expérience du voisinage : propriétés générales et spécificités au cours de la vieillesse », *Cahiers internationaux de sociologie*, 123, p. 325-339.
- ÉLIAS N., SCOTSON J.-L., 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 278 p.
- FOLS., 2010, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards Sociologiques*, 40, p. 27-43.
- GILBERT P., 2014, *Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine : transformations spatiales et changement social dans une cité HLM*, Thèse, Université Lyon 2.
- GIRAUD C., 2014, *Quartiers Gays*, Paris, Presses Universitaires de France.
- GRAFMEYER Y., 1995, « Sociabilités urbaines », dans ASCHER F. (dir.), *Le Logement en questions*, Paris, L'Aube (La Tour d'Aigues), p. 189-212.
- GUÉRAUT É., 2017, « Quand les sociabilités numériques consolident les frontières sociales. Enquête sur le "milieu culturel" d'une ville moyenne », *Sociologie*, 8, 1, p.39-56.
- HÉRAN F., 1987, « Comment les Français voient », *Economie et statistique*, 195, 1, p. 43-59.
- HÉRAN F., 1988, « La sociabilité, une pratique culturelle », *Économie et Statistique*, 216, 1, p. 3-22.
- LAFERTÉ G., 2014, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, 5, 4, p. 423-439.

LAMBERT A., CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., 2021, *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, Aube, Paris, 445 p.

LAMBERT A., CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., GUÉRAUT É., ROUX G.L., BONVALET C., GIRARD V., LANGLOIS L., 2020, « Comment voisine-t-on dans la France confinée ? », *Population Societes*, N° 578, 6, p. 1-4.

LE ROUX G., IMBERT C., BRINGÉ A., BONVALET C., 2020, « Transformations sociales de l'agglomération parisienne au cours du XX<sup>e</sup> siècle : une approche longitudinale et générationnelle des inégalités d'accès à la ville », *Population*, vol .75, no 1, p. 71-100.

MARIOT N., MERCKLÉ P., PERDONCIN A., 2021, *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA, 218 p.

PAUGAM, S. (dir.), 2014, *L'intégration inégale*, Paris, Puf (Le lien social), 428 p.

SENCÉBÉ Y., 2004, "Être ici, être d'ici : les formes d'appartenance sur un territoire de circulation, le Diois (Drôme)", *Ethnologie Française*, 34, 1, p.23-30.

SIMON P., 1995, « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris XXe », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 98, p. 161-190.

TISSOT S., 2011, *De bons voisins : Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Liber, 313 p.